

MAIRIE DE FERRIERES SUR SICHON

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 OCTOBRE 2008

Le conseil municipal s'est réuni le mardi 21 octobre 2008 à 20 heures dans la salle du Conseil Municipal sous la présidence de Jean Marcel LAZZERINI, maire.

Présents : LAZZERINI Jean Marcel, LAFAYE Jean René, FRADIN François, BASMAISON Daniel, GRELIER Jacky, BASMAISON Odile, BLETTERIE Jean-Paul, DEHE CASTERA Anne, DUZELLIER Pierre, GITENAY Pierre, MOULINOUX Laurent, POYET Pierre, RIAUX Caroline, SAINT ANDRE Bernard

Absent excusé : DESBATISSE Michel

1. OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE

Le maire fait part au conseil municipal des nouvelles modalités de gestion des finances communales souhaitées par la Trésorerie du Mayet de Montagne. Cette évolution conduit la commune à souscrire un accord auprès d'une banque afin de pouvoir mobiliser des fonds à tout moment et très rapidement pour répondre à un besoin ponctuel de trésorerie (obligations de la commune qui ne seraient pas couvertes par des retards de versement de subventions). Le Maire a donc consulté des banques pour demander une ligne de trésorerie de 50 000 € pour une durée d'une année. Après examen des propositions faites, le conseil municipal a décidé de retenir la moins disante c'est-à-dire celle du Crédit Agricole Centre France.

2. AVIS SUR DES DEMANDES DE CERTIFICATS D'URBANISME

Le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il convient de rendre des avis pour deux demandes de certificats d'urbanisme.

Mme GIRAUD Delphine pour un terrain au lieu-dit Mazioux

Le certificat d'urbanisme est demandé dans le but de présenter un permis de construire. Le Maire explique que le permis de construire pourrait être délivré dans mesure où la commune, accepterait de prendre en charge les travaux de réalisation d'une tranchée d'un peu moins de 100 m pour amener l'eau et l'électricité au terrain concerné. Après un échange, les membres du conseil municipal émettent un avis favorable pour la réalisation de cette tranchée par les employés communaux. Un avis favorable sera donné pour cette demande de certificat d'urbanisme.

Famille COURSOL pour un terrain au lieu-dit Thévenet

Le certificat d'urbanisme est présenté dans le but de vendre le bien. La distance de réseau à construire est d'environ 100 m. Après un échange, les membres du conseil municipal donneront un avis favorable pour cette demande de certificat d'urbanisme sous réserve de présentation d'une demande de permis de construire.

3. DEVIS ET PREVISIONS DES TRAVAUX 2009

Le maire remet aux conseillers municipaux présents des devis réalisés par la DDE de l'Allier pour la réfection du parvis de l'église, de la rue du pavé, de la rue de la mairie (de part et d'autre de la place de l'église). Après examen de ces documents, le Maire est chargé de demander quelques précisions notamment pour ce qui concerne le décaissement du parvis de l'église. Le maire propose que les choix des travaux à réaliser ainsi que leur échéancier soient débattus lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

4. POINT SUR LES AFFAIRES EN COURS

Le maire donne aux conseillers municipaux des informations à propos de quelques dossiers en cours.

Lotissement

L'étude préalable à l'aménagement du nouveau quartier a été validée par l'architecte conseil du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE). Le Maire est mandaté pour demander les subventions correspondantes auprès du Conseil Général.

Pont de Becouze

Les travaux de terrassement et de chaussée sont terminés ; les rambardes sont en cours de pose par les employés communaux.

Courts de tennis

Après réception des travaux, il est apparu que le gel avait détérioré trois dalles. L'entreprise s'est récemment engagée à les reprendre d'ici la première semaine de novembre. Echaudé par de fâcheux précédents, le conseil municipal demande la remise en état. Le dossier sera transmis à la société d'assurances si le délai demandé pour cette réfection n'est pas respecté.

Gérance du camping

Les recettes des nuitées de la saison se sont élevées à 1992,20 €. La rémunération pour la gérance est à hauteur du tiers des recettes soit un montant de 664,06 € qui sera versée à Mademoiselle RIBOULET Manon

5. EXAMEN D'UN COURRIER

Lettre de Mme FRAMONT et de M. COMBACON

Mme FRAMONT et Mr COMBACON demande que la desserte intérieure du lieu-dit Magnaud soit goudronnée. Avant toute décision, le conseil municipal sollicite un devis pour ces travaux.

6. AFFAIRES DIVERSES

Mouvements d'enfants à l'école

Le maire fait part aux membres du conseil municipal de l'inscription récente de trois enfants de la commune scolarisés jusqu'à présent à l'école publique de Ferrières sur Sichon dans les écoles publiques d'Arronnes et de La Chapelle (2 à La Chapelle et 1 à Arronnes). Il informe les membres du conseil municipal que ces inscriptions se sont faites sans que les maires des trois communes aient été consultés.

Le maire rappelle aux membres du conseil municipal les principes qui régissent l'inscription d'un enfant dans une école publique extérieure.

Il souligne en premier lieu le fait que pour l'enseignement public, le maire de la commune de résidence accorde ou non une dérogation à la demande des parents pour l'inscription d'un enfant à l'extérieur de sa commune. Cette autorisation du maire vaut engagement de la commune de résidence vis-à-vis de la commune d'accueil à participer aux frais de fonctionnement liés à cette inscription.

Il précise également que l'autorisation du maire n'est pas requise lorsque la commune de résidence ne dispose pas de capacité d'accueil ou que la situation de l'enfant relève d'un cas dérogatoire.

Le maire expose les règles de répartition des charges de fonctionnement qui figurent dans l'article L.212-8 du code de l'éducation.

Le principe de base est celui d'un accord entre la commune de résidence et la commune d'accueil.

On rencontre deux cas possibles.

1^{er} cas de figure : la commune de résidence ne dispose pas de capacité d'accueil. Elle devra obligatoirement participer.

2^{ème} cas de figure : la commune de résidence dispose d'une capacité d'accueil dans son école élémentaire publique. Elle n'est pas obligée de participer sauf si la situation de l'enfant répond à l'un des trois cas dérogatoires prévus par l'alinéa 5 de l'article L.212-8 du code de l'éducation.

1. obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants
2. inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune
3. raisons médicales

Prenant en considération que :

les inscriptions des ces trois enfants sont intervenus sans l'accord du maire de Ferrières sur Sichon et avec le seul aval des directeurs des écoles concernées,

l'école de Ferrières sur Sichon dispose de la capacité d'accueil nécessaire,

par ailleurs, les enfants dans le cas présent ne répondent pas à l'un des trois cas dérogatoires prévus par l'alinéa 5 de l'article L. 212-8 du code de l'éducation

après un échange les membres du conseil municipal décident à l'unanimité :

de faire connaître à Monsieur l'Inspecteur d'Académie leur totale désapprobation face au non respect des principes qui régissent l'inscription d'un enfant dans une école publique extérieure,

dès à présent, de ne pas participer aux charges de fonctionnement des écoles des communes d'accueil

de demander à Monsieur l'Inspecteur d'Académie de faire appliquer strictement les règles d'inscription et de radiation des enfants résidant sur la commune.

Compte rendu de la réunion du conseil d'école

Au cours de cette réunion, des demandes ont été présentées : achat de rideaux pour les fenêtres, de bancs avec dossier pour la cantine, de subvention pour une classe découverte. L'attention des représentants de la municipalité a été également attirée sur la dangerosité des arbres dans la cour et sur le fait qu'une quinzaine de parents se poserait des questions sur un possible mauvais équilibre dans la composition des repas servis à la cantine. Le conseil d'école propose que la confection des menus soit faite en collaboration avec un parent d'élève ayant des compétences en diététique assisté d'un membre du conseil municipal. Cette suggestion est repoussée par le conseil municipal. Il sera fourni les menus déjà servis sur une période mensuelle à Mme Anne DEHE CASTERA qui les soumettra pour avis à une structure sanitaire et sociale compétente.

Eclairage du stade

Le maire fait savoir que les travaux sont terminés et que le niveau d'éclairage est conforme aux normes prescrites. L'avis d'homologation officielle est imminent.

Réseau d'alimentation en eau potable du lieu-dit Pilard

Le maire explique que le réseau d'alimentation est maintenant réalisé.

Point tri de la route de Vichy

Le conseil municipal décide la plantation d'une haie de lauriers entre le point tri et la route pour offrir une vue plus accueillante à l'entrée du bourg.

Remise des récompenses des maisons fleuries

Le conseil municipal décide que cette remise de récompense interviendra à l'occasion de la cérémonie des vœux en début d'année 2009.

La séance est levée à 22 h 30 min

Compte-rendu vu par le Maire

Les Rédacteurs :

Pierre POYET et François FRADIN

Affichage le 23 octobre 2008